

L'ETAT EXPULSE LES PATRONS EXPLOITENT: les sans-papiers dans le système capitaliste.

Depuis deux ans, l'objectif des l'UMP est d'expulser 25 000 sans-papiers par an hors de France. C'est du jamais vu! Ce qui conduit les policiers à multiplier les contrôles au faciès, les arrestations à domicile et dans les écoles, les fausses convocations (des pièges en réalité) à la préfecture mais aussi à faire de véritables « rafles » dans certains quartiers populaires : Rue bloquée, les flics contrôlent toutes les personnes susceptibles de ne pas avoir de papiers. C'est le contrôle au faciès de masse. Le FN n'est pas au pouvoir, mais ces idées y sont ! La preuve c'est qu'il y a quelques années, dans le journal du F-Haine National Hebdo, on pouvait lire: « Il ne faut pas traiter l'immigration au coup par coup, mais y répondre avec l'efficacité des rafles. ». Le Pen en a rêvé; Sarkozy l'a fait. Il n'est pas étonnant dans ce climat que certains sans-papiers disent se sentir « traqués comme des bêtes ». Mais la suspicion d'Etat s'étend aussi automatiquement à tous ceux « qui ne font pas français ». A Paris et ailleurs, des gens organisés mais aussi des habitants des quartiers concernés arrivent parfois à faire échec aux forces de l'ordre.

Nos dirigeants veulent-ils réellement expulser tous les sans-papiers ? Mais alors comment les patrons feraient-ils, eux qui se servent d'eux pour les travaux les plus durs et les moins bien payés? Certains patrons ont besoin de cette main d'oeuvre non syndiquée, sans contrat de travail, payée des miettes, révocable à tout moment sans indemnités. Martin Bouygues, l'ami de Sarkozy, déclarait en 1971 (alors que son personnel était alors composée à 88% de main d'oeuvre immigrée): « Ces gens là sont venus en France pour gagner de l'argent. Et à partir de là, il leur est égal de travailler douze heures par jour et même seize heures l'été quand ils le peuvent. ». Faire peur et forcer au travail clandestin: voilà la vraie raison de cette politique, qui crée la clandestinité, la misère sociale et encourage toute une sphère d'activité socialement nuisible: passeurs, policiers, marchands de sommeil.

Les immigré-e-s sont considérés comme intéressant (économiquement) seulement si ceux-ci sont productifs, en bonne santé et en adéquation avec les besoins des patrons : c'est le retour du marché aux esclaves. Cette idée trouve sa plus haute expression dans la politique « d'immigration choisie ». La France, tout au long du 20ème siècle, s'est enrichie grâce aux matières premières africaines tout en maintenant les peuples dans la misère par la force puis par le soutien de dictateurs corrompus et le détournement des aides au développement. Mais dans le même temps, elle accueille à coups de matraque et expulse ceux qui tentent de fuir cette situation de misère que la Françafrique a contribué à créer.

Deuxième objectif: créer un ennemi intérieur, un bouc émissaire, qui permette d'éviter aux dirigeants de s'attaquer aux vrais dossiers et aux questions brûlantes. Il est très utile pour eux de dire : « Regardez : ces gens là sont hors la loi et sont des poids morts pour la société ! » même si des délits plus gros sont commis par des patrons et des hommes politiques, et que ceux-ci se servent du système en place pour se remplir les poches sans être particulièrement utiles à la société. Plutôt que d'avouer que les problèmes sociaux sont les conséquences directes d'un système économique injuste et destructeur, ceux qui profitent réellement du système préfèrent accuser l'autre, l'étranger, le clandestin, rappelant la méthode des nazis. Une société en bonne santé, c'est au contraire celle qui apprend de l'autre, qui l'accueille avec hospitalité, au lieu de le stigmatiser et de l'enfermer dans des ghettos culturels. L'Etat français demande aux immigrés de connaître de l'histoire et la langue de la République, alors que la plupart des français ne savent pas qui sont Fodé Kaba, E.W. Blyden ou Medhi Ben Barka. Ils veulent diviser les salariés. Plutôt que d'accepter cette division raciste entre le « bon travailleur français » et les autres, les travailleurs sans-papiers et les travailleurs français doivent s'unir pour lutter contre l'exploitation (comme l'ont fait par exemple les salariés français et sans-papiers de Buffalo Grill en Juin), parce que **c'est pas les immigrés qu'il faut virer, c'est la société qu'il faut changer!**

Historique des lois anti-immigrés

Juillet 1974 - Le gouvernement stoppe l'introduction de travailleurs immigrés. En septembre, c'est l'immigration familiale qui est interrompue.
Octobre 1981 - Le Parti dit Socialiste légalise la rétention administrative d'étrangers en instance d'expulsion.
Septembre 1986 - Pasqua durcit fortement les conditions d'accès à la carte de résident et renforce les procédures d'expulsion.
Juin 1991 - Les accords de Schengen étendent la politique de fermeture des frontières à l'échelon européen.
Août 1993 - Pasqua durcit la politique anti-immigrés
Avril 1997 - Debré durcit encore l'arsenal répressif
Mai 1998 - Jospin approuve les lois précédentes. Son ministre Chevènement allonge la durée de rétention des étrangers à 12 jours.
Novembre 2003 - Le ministre Sarkozy durcit les conditions d'accès à la carte de résident et aux cartes de séjour temporaires. Il porte à 32 jours la durée de rétention administrative et renforce le pouvoir des maires sur le contrôle des certificats d'hébergement et du regroupement familial.
Juillet 2006 - Sarkozy restreint encore l'immigration familiale, entérine la quasi disparition de la carte de résident et instaure, avec "l'immigration choisie" un immigration de travail précaire et sans-droits.
été 2007 - Nouvelle réforme s'attaquant au regroupement familial.
Modulation du montant des ressources nécessaires au regroupement en fonction du nombre d'enfants. Plus on a d'enfants, plus le "tarif" est élevé.
Arrêt du versement des allocations familiales en cas de manquement des parents à leurs "droits et devoirs" définis par la République.

Défendons nos libertés !

JOURNEE D'ACTION

LA FRANCE A PEUR

Pour la commission "Citoyens Justice Police", la multiplication des contrôles d'identité engendre d'avantage de trouble à l'ordre public qu'elle n'en assure le maintien". Pour Amnesty International, il existe bien " un phénomène d'impunité de fait pour les polici-ères-ers français ". Les flics français sont dangereux. Entre 1971 et 2001, les gardiens de la paix ont provoqué la mort de 197 personnes. Pourtant les actes racistes, les viols, les contrôles au faciès, les humiliations voire les coups de pistolet meurtriers sont rarement condamnés par la justice. Depuis 2001, les politiques leurs donnent de plus en plus de pouvoir. Pour Maurice Rajsfus, historien et auteur de nombreux livres sur la police française, "depuis le 11 septembre, ils ont les coudées franches. Sarkozy a instauré une prime pour les policiers les plus actifs. Les commissariats et les départements sont mis en concurrence". L'objectif: faire du chiffre. " Ils ont des comportements agressifs, provoquent des "outrages" et des "rébellions". Il n'est pas étonnant que, selon l'aveu même d'un flic "un vent de contestation" se lève "contre tout ce qui porte l'uniforme".

La répression comme moyen...

Les victimes de ces exactions et des contrôles au faciès sont en grande majorité des jeunes, des blacks, des beurs, des chômeurs ou des militants. Et avec la série de lois anti-libertés votés par les gouvernements PS puis UMP, l'étouffement se ressent autour de TOUS. Sous prétexte d'anti-terrorisme, et tout en répétant que "le-citoyen-ordinaire-qui-n'a-rien-à-se-reprocher n'en sera pas affecté", les gouvernants remettent en cause nos libertés fondamentales. Ils criminalisent la contestation politique. Les faucheurs d'OGM le savent, les membres du réseau RESF aussi, les banlieusards de l'association Bouge qui Bouge également, pareil pour les bordelais du Collectif pour la liberté d'expression. Depuis peu, il est interdit de filmer ou de prendre en photo les policiers en exercice. Le glissement vers un Etat policier est évident (page 2). Nous sommes comme la grenouille qui ne voit pas qu'elle va finir bouillie parce que la température monte petit à petit.

...le profit comme but

Toujours plus de liberté pour les entreprises, toujours plus de répression pour les chômeurs et les salariés. Pas de liberté de circulation ni d'installation pour les immigré-e-s, mais liberté toujours plus grande pour les capitaux. Voilà la réalité! La loi voit l'intégration à la société française comme quelque chose relevant uniquement de la responsabilité de l'étranger. Pas question pour la société d'accueil de se remettre en cause. La vraie intégration repose pourtant sur l'échange (page 3). L'exemple des sans-papiers, victimes d'une traque sans pitié de la part des autorités (page 4) nous montre la vraie nature de notre société: le patron d'un côté, la matraque de l'autre, et chacun pour soi. La seule solution: résister ensemble! Solidarité avec les victimes des violences policières! Solidarité avec les immigrés!



Lois sécuritaires: la chasse aux pauvres!

« Il y a des mesures désagréables à prendre en urgence, mais j'espère que nous pourrons revenir à la légalité républicaine avant la fin 2003 » Cette phrase fut prononcée en 2001 par un membre du gouvernement Jospin après l'adoption de la Loi de Sécurité Quotidienne. Depuis lors, loi après loi, le pouvoir ne cesse d'empiéter sur les libertés individuelles.

L'Etat s'est focalisé sur ses tâches répressives, abandonnant son rôle social, ne voulant voir que les symptômes sans essayer de comprendre les raisons, ne veut pas voir que les violences urbaines sont avant tout une réponse aux violences sociales. La violence du fleuve vient de la violence des rives qui l'enserrent. L'idéologie qui sous-tend cela veut cesser de trouver des "excuses sociologisantes" (Sarkozy) aux actes illégaux (c'est à dire les tirer hors de leur contexte social de révolte, de misère ou de dépit) mais cela l'oblige alors à rechercher une justification psychologique, voire génétique de la délinquance.

Cette idéologie est gravissime. Elle conduit à penser que si les jeunes lancent des cailloux dans les cités c'est parce qu'ils sont génétiquement programmés pour le faire. Cette vision du monde est une vision fasciste parce qu'elle nie la nature politique de l'humain et du système social. C'est la même idée qui conduit à penser que ceux qui sont au chômage le sont parce qu'ils sont moins intelligents. Encore une fois, on évite de nommer la responsabilité du système politique et économique pour faire porter sur les exploités la responsabilité de leur propre misère. Or, derrière chaque déviance, il y a non pas un problème individuel mais une question sociale, une remise en cause, un questionnement du bien fondé de la loi.

"La montée de l'insécurité" est une idée inventée qui ne correspond à aucune réalité tangible. Ils sont d'ailleurs obligé de parler du "sentiment d'insécurité". Cependant, elle sert à faire diversion des vrais questions sociales et politiques et à criminaliser la résistance politique. Elle est aussi une bonne source de revenus pour des gens comme Alain Bauer, responsable avec son pote Xavier Raufer de la diffusion de la doctrine de la "tolérance zéro" en France et surtout patron de l'entreprise Alain Bauer Associates qui vend des produits et conseils en sécurité. Créer la peur puis s'en servir...

Tout cela s'inscrit dans un contexte politique mondial où la tendance est au libéral-autoritarisme: toujours plus de liberté pour les entreprises, toujours plus de répression et de soumission à l'autorité pour les exploités, les chômeurs, les immigrés, les militants politiques. De quelle insécurité parle-t-on: des accidents de travail, des violences faites aux femmes et des logements insalubres? Quand j'entends le mot "incivilités", je pense aux contrôles au faciès, aux viols dans les commissariats ou aux préfets qui expulsent. Le mot "zones de non-droit" m'évoque des usines, des camps pour sans-papiers, des prisons.

A Bordeaux:

contrôle d'internet, part en croisade contre les « raves » et les occupations de cage d'escalier.

2003 - Puniton de tout « outrage au drapeau national » ou à l'hymne national

Mars 2003 - Promulgation de la Loi de Sécurité Intérieure (LSI) à l'initiative du ministre de l'intérieur Sarkozy. Cette loi renforce la LSQ et crée de nouveaux délits concernant les gens du voyage, la mendicité, les prostitué-e-s, les rassemblements dans les halls d'immeubles, ou les squatters.

Mars 2004 - Le ministre de la Justice fait voter la loi dite Perben 2 qui élargit le fichage génétique à la quasi-totalité des crimes et délits. Elle autorise aussi les tactiques d'infiltration policière, la pose de micros et de caméras dans les domiciles et les véhicules, l'interception de communications électroniques et téléphoniques, les perquisitions de nuit et/ou sans la communications électroniques et téléphoniques, les perquisitions de nuit et/ou sans la présence ni l'accord de la personne, l'allongement du durée de garde à vue jusqu'à 96 heures avec consultation de l'avocat à la 48ème heure seulement. Elle donne des moyens accrus pour lutter contre la "criminalité organisée" (aux contours très flous: les faucheurs d'OGM ou les réseaux de soutien aux sans-papiers relèvent-ils de cette catégorie?) et instaure le plaider coupable venu des USA.

2004 - Mesures pour favoriser la délation et l'impunité des délateurs.

2005 - Surveillance électronique des délinquants sexuels après leur sortie de prison. Obligation pour les fournisseurs d'accès internet et les opérateurs téléphoniques de stocker leurs

Intégration ou désintégration? Vive l'hospitalité!

Il y a deux façons de voir les relations entre cultures. Deux questions qui ne reviennent pas au même. "Comment va-t-on pouvoir accueillir l'étranger avec hospitalité?". Ou Bien : "comment cet étranger va-t-il pouvoir se fondre dans le moule?". Le mot intégration lui-même recouvre plusieurs sens.

Depuis les années '80, les politiciens de droite comme de gauche, sous l'impulsion du FN, l'utilisent dans un sens proche de la deuxième question. L'intégration est alors une relation déséquilibrée dans laquelle l'une des deux soumet l'autre à son propre regard, à ses propres cadre, à ses lois et ses principes. L'Etat français porte cette vision pour laquelle la seule relation possible est celle de l'assimilation et de l'exploitation économique. "Mets ton histoire entre parenthèse, apprend l'Histoire officielle (souvent partielle), et tu auras gagné le droit de te faire exploiter et de subir les discriminations". La République et son racisme républicain veut rendre tout le monde français (mais qu'est-ce que ça veut dire?) après nous avoir peint la gueule en noir. Nous relever par l'attribution de la nationalité après nous avoir demandé de nous mettre à genoux. L'ultime étape de cette manipulation du sens des mots (car s'intégrer ne veut pas dire se faire avaler!) est atteinte avec la création par la droite d'un ministère de l'identité nationale. Comme si un pouvoir politique avait le pouvoir de dire qui est français et qui ne l'est pas, comme si le métissage n'était pas la règle sur ce territoire que l'on a historiquement crée, délimité et justifié et qui n'est en aucun cas naturel. L'identité n'est pas quelque chose de fixe comme veut le faire croire la droite, mais le résultat du hasard et du mélange.

L'autre version, c'est celle pour qui le nouveau ne naît pas de la soumission à un cadre préétabli, mais au contraire que le cadre nouveau naît de la rencontre. Peut-être faudrait il choisir un autre mot qu'intégration, utilisé à tort et à travers. Dans tous les cas intégration ne signifiait pas à l'origine dés-intégration. Elle est un processus par lequel la différence des cultures aboutit à une construction sociale nouvelle. On fait du neuf à partir de deux choses distinctes, on emprunte dans chaque culture ce qui est bon ; c'est à ce moment là seulement que les individus se sentiront appartenir au groupe social nouveau produit par la rencontre. Tout comme la faiblesse crée le besoin d'entraide, l'intégration ne peut s'appuyer que sur la différence. Car, si nous poussons l'individu à renier son propre être, nous le menons dans une confusion avec sa propre existence qui aboutit à la peur de l'autre, à la méfiance et enfin à la haine sociale. C'est seulement par la différence que nous pouvons construire une société différente, juste égalitaire et fraternelle.

données au moins 6 mois pour les fournir à la police en cas de procédure.

Mars 2006 - Le député UMP Benisti préconise de procéder à un dépistage médical systématique des enfants dès 36 mois. Agressions physiques, mensonges, ou vols d'objets seraient les signes révélateurs d'un bébé délinquant (à quand le gène de la délinquance... ?).

2006 - Octroi à des élus politiques (maires, présidents de conseil général...) d'un pouvoir de sanction des familles et des jeunes en cas « d'incivilité ». Forces de police équipées en Taser (pistolet à décharge électrique).

2007 - Fichage des personnes présentant des troubles psychiatriques. Procédures d'internement psychiatrique simplifiées (sur simple avis d'un médecin). Mise en place des établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM). Interdiction de faire circuler sur internet des images de violences policières. Création d'une milice de soutien à la police, le « service volontaire citoyen de la police nationale ».

Février 2007 - La droite fait voter la loi sur la prévention de la délinquance. Les travailleurs sociaux sont tenus de dénoncer aux maires toute personne en difficultés sociales, éducatives ou matérielles.

Prévu pour 2008 - Nouvelle carte d'identité biométrique baptisée INES (Identité Nationale Electronique Sécurisée). Sa puce (lisible à distance) contiendra : empreintes digitales numérisées, photographie vectorisée de notre visage, numéro personnel d'identification permettant d'interroger les fichiers de police. Extension de la vidéo-surveillance de 1 à 3 millions de caméras sur le territoire français.

l'union fait la force!

Mouvement de l'Immigration et des Banlieues: travaille à organiser un mouvement politique autonome en banlieue (<http://mibmib.free.fr/>)

Bouge qui Bouge: association de Dammarie-Les-Lys créée en 1997 lorsque Abdelkader Bouziane, 16 ans, est tué par la BAC.

Resistons Ensemble: réseau de résistance contre les violences policières et les lois liberticides (<http://resistons.lautre.net/>)

Observatoire des Libertés Publiques: publie la feuille mensuelle "Que fait la police?" (<http://quefaitlapolice.samizdat.net/>) qui regroupe les méfaits des flics. Contribuez!

ASTI: Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés. A Bx: 05.56.92.65.98 10, rue Causserouge - 33800 Bx (<http://astibordeaux.free.fr>)

Réseau Education Sans Frontières: résiste aux expulsions des sans-papiers scolarisés (à Bx: <http://resf33.free.fr/>)

Réseau Université Sans Frontières: résiste aux expulsions des étudiants sans-papiers (à Bx: <http://rusf33.blogspot.com/>)

Ras l'Front: anti-fasciste, anti-FN (<http://www.raslfront.org/>)

réseau NO PASARAN: organiser la résistance sociale, défendre nos libertés. Solidaires, Egalitaires, Libertaires. (<http://nopasaran.samizdat.net/>) bientôt à Bordeaux!